

MINISTERSTWO SPRAW WOJSKOWYCH

BIURO PREZYDIALNE

Licz. 5453/20

Przy odpowiedzi powołać się na powyższą liczbę.

Warszawa, dn. 11 września 1920 r.

Do
Adjutanta Generalnego
Ppłk. p.d. Szt.Gen.
WIENIAWY-DŁUGOSZEWSKIEGO

Przesyłam do wiadomości.-

Z.r. Ministra Spraw Wojskowych

Spakow...
Pułkownik.-

8 załączników?



NACZELNE DOWODZTWO WOJSK POLSKICH
ADJUTANTURA GENERALNA
WARSZAWA

L. Dz. 4744, dnia 14/IX 1920 r.
załącz. Wydział



MINISTER
SPRAW WOJSKOWYCH

WARSZAWA, DN. 5/9 1920.

LICZB.

(W odpowiedziach należy powoływać się na powyższą liczbę)

Do

Szefa Oddz-III.Szt.M.S.Wojsk-
w/m.

Przesyłam odpis pisma mego do Generała Henrysa, jako odpowiedź na pismo Misji Francuskiej L.226I z dn.28/VIII.

Nieporozumienia, wynikłe z winy oficerów Oddz.III.płk.Zagórskiego i kpt.Krogulskiego, są niedopuszczalne, ze względu na ich niezmiernie szkodliwy wpływ polityczny i rzeczowy szczególnie w tak niezmiernie ważnej sprawie, jak współpraca oficerów francuskich w dziale instruktorskim i regulaminowym.

Pułk.Zagórskiego i kpt.Krogulskiego należy pociągnąć do odpowiedzialności.za karygodne bagatelizowanie sobie spraw służbowych pierwszorzędnej wagi i o wydanych zarządzeniach zameldować.

M I N I S T E R

7 załączników.

GENERAL - PORUCZNIK.



Le Général SOSNKOWSKI, Ministre de la Guerre,
à

Monsieur le Général HENRYS, Chef de la Mission Militaire
Française, Adjoint au Chef de l'Etat, Généralissime de
l'Armée Polonaise, Premier Maréchal de Pologne.

En réponse à votre Note No. 2261. du 28.VIII. 1920.
j'ai l'honneur de vous communiquer ce qui suit:

1. Le 18.VII. 1920. a été réunie une commission, sous la
présidence du Général HALIER ayant pour but de fixer les ba-
ses de collaboration des officiers instructeurs français au-
près des D.O.G.

La question a été résolue en entente avec les repré-
sentants /délégués/ français le Lieutenant-Colonel LE VERGER
et le Commandant DIDOT.

Le Général PUCHALSKI, que j'ai délégué pour prendre
part à la Commission, mal renseigné sur l'heure, n'ayant pas
pu y assister interrogea au sujet des décisions de la con-
férence, en vue de rédiger l'ordre relatif le Représentant
du Bureau III. de l'Etat - Major du Ministère, présent à la
séance.

Les informations, fournies au Général PUCHALSKI respect.
à la Section d'Infanterie par le dit représentant, dont la
connaissance de la langue française se montra insuffisante, ne
rendaient pas exactement la teneur des décisions de la Confé-
rence. Il en résulta, que l'ordre du M.de G. 32826/P. du 23.VII.
1920. n'était pas approprié à ces décisions.

Par faute d'une erreur commise par la Section d'Infante-
rie, l'ordre en question n'a pas été porté à votre connaisan-

ce, et ce n'est qu'après quelque temps que le Général PUCHALSKI ayant appris l'oubli, fit envoyer l'ordre à la Mission Française.

2. En prenant en considération le fait, que l'étendue de l'action des Officiers Français aux centres d'Instruction était trop limitée et ne répondait pas aux intérêts de l'armée, j'ai ordonné la révocation de l'ordre No.32826/P. et la réunion d'une seconde conférence pour régler définitivement l'affaire.

3. Cette conférence a eu lieu sous la présidence du Général PUCHALSKI le 27.VII. en présence du Commandant DIDIOT en qualité de Représentant de la M.M.Française.

Il fut constaté au cours de la discussion que l'annulation complète de l'ordre 32826/P. ne serait pas nécessaire et que l'édition de certains compléments et modifications réglerait l'affaire.

4. L'ordre annulatif No.32826. fut donc révoqué et remplacé par l'ordre 35700. du 2.VIII. 1920. Cet ordre a été porté à la connaissance de tous les D.O.G. à titre d'exécution et de la M.M.Fr. à titre de renseignement.

5. En vue de débrouiller le malentendu et pour fixer, qui en portait la responsabilité, j'ai provoqué une enquête en vous envoyant en même temps ma Note No.7143/W.M. du 4.VIII.20.

6. Par la comparaison des deux ordres No.92826/P. et No.35700/P. et par ma Note 7143/W.M.20. toute la question me semble élucidée; et comme l'étude comparative des deux ordres montre que l'annulation du premier a été superflue, - je suppose que votre dernière Note No. 2261/E.M. est provoquée par un malentendu quelconque.

Je me permets de vous prier de bien vouloir me faire savoir, si vous trouvez l'affaire en question suffisamment élucidée.

Ministre de la Guerre.

Général de Division.



314
26

M.S. Wojsk.
Départament I.
Broni Główn.i Wojsk. Tabor.

L. 39679/Adj.

O d p i s.

Warszawa, dn. 11 września 1920.

Do

Pana Wiceministra Spraw Wojskowych

w/m.

Na pismo Nr. 7143/W.M.20. z 4.8., otrzymane jednak dopiero 7.8., przeprowadziłem natychmiast dochodzenie, które wydały następujący wynik:

Na konferencji w sprawie ułożenia szczegółów współpracy oficerów francuskich w D.O.Genowych centrach instruktoryjnych, w której ja z powodu mylnego podania mi godziny udziału nie brałem, byli według informacji podanych przez ppłk. Malinowskiego obecni:

francuski ppłk. le Verger

" mjr. Didiot

pułk. Lichtarewicz

ppłk. Zagórski

Kpt. Krogolski jako zast. Oddz. III. Szt. M.S. Wojsk.

Pod koniec posiedzenia przybył Gen. Broni Józef Haller.

Komisja ta omówiła wszystkie szczegóły i rzekomo uzgodniła zapatrywanie oficerów francuskich z naszymi.

Kpt. Krogolski melduje, że w obradach konferencji nie zabierał głosu, lecz o wyniku jej złożył dokładny raport pułk. Zarzyckiemu, podając mu wszystkie postulaty francuskie. Ponieważ sam rozkaz miała Sekcja Piechoty ułożyć, zażądała ona od Oddz. III. szczegółów, ustalonych na konferencji, a po otrzymaniu ich od pułk. Zarzyckiego wypracowała projekt rozkazu.

Projekt ten przedłożono mi, zaznaczając, że jest on zupełnie z Misją Instrukcyjną Francuską uzgodniony, o czym przedkładając go do aprobaty p. Generała uawiadomiłem.

Wina cała spada na Oddz. III. M.S. Wojsk., który nie zrozumiał o co oficerom francuskim chodzi, lub też z innych powodów postanowienia Komisji zmienić.

Szef Departamentu I.

/-/ Puchalski gen. por.

WOJSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

WOJSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

315
28

MINISTERSTWO SPRAW WOJSKOWYCH
I. Wiceminister
Warszawa, dn. 4. VIII 1920. r.
Nr. 7143/W.M. 20.

Do
Pana Generała PUCHAŁSKIEGO

Przesyłam w załączeniu odpis mego listu do Generała Henrys'a L.dz. 7143 /W.M.20. z poleceniem wdrożenia natychmiastowego dochodzenia i zameldowania mi, kto ponosi winę fałszywego przedstawienia wyników konferencji, na której Pan Generał nie był sam obecny.

1 załącznik

Generał Porucznik i Wiceminister.



316
29

W i c e m i n i s t e r .

L.dz. 7143/W.M.20.

O d p i s .

Le Général SOSNKOWSKI, Vice-Ministre de la Guerre,

à

Monsieur le Général HENRYS, Chef de la Mission Militaire Française, Adjoint au Chef de l'Etat, Généralissime de l'Armée Polonaise, Premier Maréchal de Pologne.

En réponse à votre lettre No 1761/EM. je me permets de vous communiquer ce qui suit:

L'affaire touchée dans votre dite lettre a eu le cours suivant que je porte à votre connaissance, afin d'écarter le malentendu qui en surgit.

1. Il a été réuni en suite à ma demande une Conférence par le Général HALLER. Elle avait pour but la discussion sur la manière d'appliquer les centres d'instruction au moment actuel. Des Officiers Français y prenaient part.
2. Le résultat de cette conférence devait servir de base à l'ordre aux D.O.G., qu'il s'agissait de prononcer l'ordre No. 32836/Piech. réduisant l'enseignement donné par les Officiers Français à l'instruction de détail et au combat de tranchées, n'étant présenté, je sentis surgir quelque doute.

Pour me rassurer j'interrogeais le Général PUCHALSKI si l'ordre en question exprimait l'avis unanime de tous les membres de la Conférence - par là même des Officiers Français. Après avoir reçu une réponse affirmative, je me suis décidé à signer l'ordre.

3. En apprenant ensuite que le Général PUCHALSKI n'avait pas pris part à la Conférence grâce à une erreur de temps, et inquieté par le soupçon qu'il avait pu être mal informé par le relateur, j'ordonnai de vérifier les informations reçues. Dès que je me suis convaincu, que mes suppositions et mes craintes étaient justes, j'ai ordonné de ma propre initiative:

a/ Au Général PUCHALSKI de réunir sans délai une seconde

Conférence, en vue d'élucider la question et de trouver le juste point de vue, qui serait l'expression de l'avis commun.

b/ Je m'adressai à vous par mon Aide de Camp le Lieutenant MICHALOWSKI envoyé spécialement, de bien vouloir révoquer l'ordre No. 32836/Piech. et de le considérer comme non prononcé. Dimanche le 25.VII. le Lieutenant MICHALOWSKI trouva l'Officiers de service du Bureau de la Mission et le pria de communiquer à vous et à Monsieur le Général BILLOTTE ma décision de révoquer l'ordre en question; et le soir même le Général HALLER s'entendit avec le Général PUCHALSKI et le Colonel en vue de réunir une seconde Conférence.

Il reste à fixer la raison pour laquelle le Département I. qui a reçu la disposition de révoquer l'ordre No. 32836/Piech. auprès des D.O.G., ne l'a pas exécutée. En tout cas la rectification des paragraphes II.5. et VI. de la note a été envoyée au D.O.G. /si cela n'a pas eu lieu encore/ aux Officiers Français.

J'ai ordonné de provoquer une enquête afin de fixer qui est coupable d'avoir informé le Général PUCHALSKI que la note No. 32836/Piech. exprimait l'avis de tous les membres de la Conférence, ce qui n'était pas juste.

Comme vous le voyez il y a eu lieu toute une suite de malentendus auxquels j'ai réagi dès le moment de leur mise à jour.

Je suis désolé de ne pas avoir pu étant surchargé de travail régler cette affaire de si grande importance en la discutant personnellement avec vous ou bien avec votre Chef d'Etat Major, comme je le faisais d'habitude, et d'avoir été contraint à régler la question au moyen de deux Conférences, ce qui fut la cause du malentendu.

Dans le cas contraire j'en suis sûr le malentendu déplorable n'aurait pas eu lieu et vous ne trouveriez pas utile de me rappeler la rôle qu'ont joué en 1914 et 1918 les Officiers Français.

J'étais toujours persuadé de la nécessité et de

l'utilité de l'instruction des cadres polonais par les instructeurs français, et je ne permets de vous rappeler que jamais en cette matière il n'y avait entre nous de divergences d'opinion; au contraire, tous vos projets touchant cette question de même que ceux de Mr. le Général SPIRE trouvaient leur réalisation.

Aussi je comprends d'autant moins l'argument que vous avez trouvé juste d'employer dans votre lettre No. 1761/EM., et notamment que: "l'expérience a fourni la dure preuve etc.....", que j'estime dans ce cas la preuve superflue, le principe même n'ayant jamais été contesté.-

Général et Vice-Ministre.

L.dz.35700/Piech.II.S.

W sprawie zmiany i uzupełnień
rozkazu L.dz.32836/Piech.II.W.

ARCHIVES
New York

W uzupełnieniu i częściowej zmianie rozkazu L.dz. 32836/Piech.II.W. zarządza się co następuje:

1/ W punkcie 2-gim po słowach "bezwzględnie się zastosować" należy umieścić następującej treści ustęp:

"Decy D.O.Gen.porozumieją się z komendantami byłych francuskich centrów instrukcyjnych przy D.O.Gen.i fronto- wych pomieszczonych na ^{ich} terytorjach celem najlepszego wykorzystania instruktorów francuskich.W tym celu będą użyte kursa już istniejące zarządzane tut.27339/Piech.lub w miarę uznania potrzeby przez dców D.O.G. dodatkowe kursa na tych samych zasadach oparte".

2/ Po punkcie 5 g.należy umieścić punkt -/h/-o następującym brzmieniu:

Oficerowie francuscy udzielają wskazówek oficerom instruktorom polskim za pomocą wykładów i ćwiczeń w terenie w następujących przedmiotach: zasady taktyki, walka ruchowa, służba polowa; wykłady i ćwiczenia z tych przedmiotów przeprowadzają oficerowie polscy.

Oficerowie francuscy będą stale obecni podczas ćwiczeń w terenie, które przeprowadzają instruktorowie polscy ze swymi uczniami i mają wyrażać swoją opinię przy omówieniach".

3/ Punkt 6. /należy całkowicie skreślić a na jego miejsce wstawić następujący:

"Mustry formalnej i szkoły strzelca uczą oficerowie polscy."

4/ W punkcie 10 a/. po słowach: "równorzędnych z ofic.pol." dodać słowa "z wyjątkiem praw dyscyplinarnych."

5/ Następnie dochodzą jeszcze po punkcie 11/ punkt

ARCHIVES
New York

PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

12/ następującej treści: "Centra wyszkolenia art. w Poznaniu i Toruniu pozostają w zasadzie nie zmienione, mają jednak powiększyć liczbę stanowcz o".
i punkt 13/ o treści: "Dla jazdy służby Centralna Szkoła Jazdy w Grudziądzu jako centrum instrukcyjne".

Za zgodność: Szef Departamentu I-go

Szef Sekcji Piechoty /-/- Puchalski

/-/- Tokarzewski. Generał - Porucznik.

Pułkownik.

Przedkłada się do wiadomości Panu Generałowi Wiceministrowi.

Otrzymują:

Oddz. I. Szt. M. S. Wojsk.

III

D.O.G. Warszawa

Lublin

Lódź

Kielce

Kraków

Lwów

Poznań

Pomorze

Grodno

Wszystkie komp. szkolne przy D.O.Genach

Szkoła Podchorążych w Warszawie

" " w Bydgoszczy

Centr. szkoła K.M. w Chełmnie

" " podof. w Biedrusku

Wojsk. Misja Franc. do wiadomości.

Gen. Insp. Arm. Ochotn.

Rezerwa.

M.S. Wojsk.
Departament I.
Broni Główn. i Wojsk. Taborow.

Warszawa, dn. 31 sierpnia 1920.

L. 44615/Adj.

Do

Pana Ministra Spraw Wojskowych

w/m.

INSTITUTE
ARCHIVES
New York

Na dzisiejszy ustny rozkaz melduję w sprawie użycia oficerów francuskich w D.O.G. centrach instrukcyjnych następująco:

1/ Z rozkazu Pana Generała zebrana się dnia 20.VII. Komisja w G.I.A.O. w celu ustalenia sposobu użycia oficerów francuskich w centrach wyszkolenia D.O.Genów. Na podstawie sprawozdania Oddz. III. Sztabu M.S. Wojsk. o przebiegu tych konferencji został wydany rozkaz Nr. 32836/P. z 23.7.20. Przez omyłkę Sekcji Piechoty Misja Francuska nie otrzymała tego rozkazu do wiadomości i dopiero w parę dni później zostało wymienione pismo Misji przesłane.

2/ Ponieważ rozkaz ten ograniczał czynności oficerów francuskich, zwrócił się gen. Henrys do p. generała z prośbą o anulowanie tego rozkazu i wydanie nowych rozporządzeń.

Dep. artament I. otrzymał rozkaz anulowania rozkazu Nr. 32836 i zwołania nowej konferencji, na której sprawa ta miała być uzgodniona.

Rozkaz anulowania wydałem pułk. Tokarzewskiemu i zwołałem na 27.VII. nową konferencję.

3/- Na tej konferencji zostały wszystkie kwestje uzgodnione i przez zastępcę Misji Francuskiej mjra Didiot zaakceptowane.

Podczas rozpraw okazało się, że anulowanie całego rozkazu Nr. 32836 jest zbyt dużym i że wystarczy zmiana względnie uzupełnienie kilku punktów.

Wobec tego powstrzymał pułk. Tokarzewski rozkaz anulujący Nr. 32836 i został wydany rozkaz Nr. 35700 z dnia 2.8.1920 r.

Otrzymały go według załącznika wszystkie D.O.Geny i Misja Francuska do wiadomości.

4/ Dnia 7.VIII. otrzymałem rozkaz p. generała Nr. 7043 z 4.VIII. z poleceniem wdrożenia dochodzeń, kto ponosi winę fałszywego poinformowania mej osoby, a przede mną p. generała o wyniku pierwszej konferencji w sprawie centrów instrukcyjnych.

Dochodzenia te przeprowadziłem 10.VIII. wręczyłem osobiście por. Michałowskiemu w Kanc.p. generała raport Nr. 39679 w tej sprawie. Ponieważ raport widocznie zaginął przedkładałem w załączeniu jego odpis.

5/ Pismo gen. Henrys a Nr. 2261 z 28.VIII. nie jest mi zrozumiałe, nie wiem czego gen. Henrys właściwie chce. Otrzymał on bowiem tak inkrymowany rozkaz Nr. 32836 jak też i jego uzupełnienie i modyfikacje Nr. 35700. Porównawszy te pisma powinien on być ich związek poznać i osądzić, że wobec wydania rozkazu Nr. 35700 anulowanie całego rozkazu Nr. 32836 byłoby zbyt duże.

Szef Departamentu I.

/-/ Puchalski gen. por.

INSTITUTE
ARCHIVES
New York

O D P I S

MINISTERSTWO SPRAW WOJSKOWYCH

Warszawa, dn. 23. lipca 1920.

Dep. I. Broni GŁ. i Wojsk. Tabor.

Sekcja Piechoty

L.dz. 32836/Piech. II.w.

Do

.....

W sprawie użycia oficerów
francuskich z zawieszonych
centrów instrukcyjnych.

W związku z rozkazem Pana Gen. Wiceministra L.dz. 6705/W.M.
oraz Dep. I. L.dz. 27339/Piech. z dnia 15.VII.1920. i L.dz. 27338/Piech.
II.S. z dnia 14.VII.1920.r. podaje się do wiadomości i zastosowania
co następuje:

1/ Ogólna sytuacja nasza na froncie i w kraju wymaga jaknaj-
większego wykorzystania wszystkich sił instruktorskich, będących do
rozporządzenia.

2/ Po zawieszeniu centrów instruktorskich przy D.O.Gen., które
chwilowo nie mogły być użyte do właściwego sobie zadania, pozostała
bardzo wielka ilość zdolnych instruktorów francuskich.

Wiedzę ich fachową i zdolności M.S.Wojsk. Dep. I. chce wy-
korzystać w kierunku doszkolenia oficerów - otrzymanych bądź to z
20%-wej redukcji personelu kancelaryjnego /także z perlustracji/ bądź
to z ochotniczego zgłaszania się do służby wojskowej.

Specjalnie D.O.Gen. mają dziś do dyspozycji wyżej wspo-
mnianych instruktorów, to też te w myśl powyższych intencji M.S.Wojsk.
winny do niniejszego rozkazu bezwzględnie się zastosować.

3/ Wszelkie szkoły aplikacyjne, jak Dców Baonów, Komp. i plu-
tonów są w tej chwili niemożliwe do zrealizowania i tych tworzyć nie
należy.

Wyjątek tu stanowi D.O.G. Lublin, które rozwiąże istniejący
tam kurs dców plutonów dopiero po jego ukończeniu.

4/ Punkt 2-gi rozkazu M.S.Wojsk. Dep. I. 27339/Piech. obowiązu-
je dalej w całej rozciągłości z tem jednak, że przy komp. szkol, przy
D.O.Genach dla celów przeszkolenia użyci będą także oficerowie
francuscy w myśl poniższej noweli:

PILSUDSKI
INSTITUTE
ARCHIVES
New York

5/ Na kursach doszkolenie należy przekazać następujące działy oficerom francuskim z b.c.I.

a/ gimnastykę w zupełności -/francuski system jest par excellence wojenny i daje w krótkim czasie wielkie rezultaty/.

b/ szermierkę bagnetem /w której brak nam dostatecznej ilości wyszkolonych instruktorów/.

c/ szkołę grenadjera /specjalnie ich rzut granatem jest dobry/.

d/ odpis i użycie ręcznego K.M. /P.M./ oraz K.M. Hotchkiss /z tem, że tłumacze zastosują się ściśle do terminologii polskiej/.

e/ walkę pozycyjną /z tem, że sami instruktorzy winni być zorientowani co do odmiennych warunków naszej walki na froncie bolszewickim, jako to wielka rozciągłość frontu przy małej stosunkowo obsadzie, walka odcinkami o nadzwyczajnie wątkiej łączności, brak materiału technicznego K.M., miot.min, granatów ręcznych, połączeń telef i telegr. etc.

f/ wiadomości z zakresu lotnictwa, czołgów, o armatce 37 mm. jako też o gazach.

g/ wreszcie wykłady z zakresu roli i obowiązków oficera.

6/ Obowiązuje 2-tygodniowy program wyszkolenia załączony do rozkazu L.dz. 27339/Piech. z tem jednak, że należy opuścić w nim ćwiczenia "gotuj broń", oraz wykłady z zakresu organizacji armji i terenoznawstwa.

7/ Szkolenie rzecz naturalna nie śmie wyjść poza ramy powyżej wspomnianego programu, oficerowie francuscy muszą do tego dostosować swoje programy. Zważkę, któraby wynikała z braku tłumaczy należy we własnym zakresie jaknajpraktyczniej usunąć.

8/ Kursy takie powtarzać się będą okresowo tak długo, dopóki nie zostanie przeszkolona całkowita ilość do dyspozycji będących oficerów.

9/ Stosunek of. francuskich do oficerów polskich reguluje się następująco:

a/ of. franc. na czas instruowania mają pełne prawa d-ców równorzędnych z of. pol. z wyjątkiem praw.

b/ w sprawach innych nie oddanych ich bezpośredniemu kierownictwu zachowują charakter doradców.

c/ stosunek towarzysko-służbowy i prywatny winien być utrzymany w ramach jaknajwiększej przyjaźni i wyrozumienia.

Szkoły podof. przy D.O.Gen. do of. francuskich ingerują osobiście we własnym zakresie D-cy O.Gen.

d/ braki wynikające z trudności porozumienia się winny być jaknajenergiczniej wyrównywane i nie mogą być przedmiotem jakiegokolwiek konfliktu. Pamiętać trzeba, że doświadczenie oficerów francuskich umiejętnie wykorzystane może przynieść armii naszej wielkie korzyści zwłaszcza w obecnej trudnej sytuacji.

10/ D.O.G.Pomorze wykorzysta nadto oficerów francuskich, celem przeszkolenia w podobny sposób obsady Brygady syberyjskiej.

Za zgodność:

Wiceminister Spr.Wojsk.

Kierownik II Wydziału Sekcji Piechoty /-/ Sosnkowski

/-/Gittner

Gen-Por.

Major.

Knecht